

Lettre ouverte aux membres exécutifs du Conseil fédéral de sécurité et aux représentants des parties menant des négociations de coalition

Berlin, 16.11.2021

40 organisations engagées en matière de développement, de politique de paix et de droits de l'homme, et d'aide humanitaire demandent une interdiction complète des exportations d'armes vers la coalition militaire du Yémen.

Chers membres du Conseil fédéral de sécurité, chers représentants des partis menant les négociations de la coalition,

Nous, les organisations soussignées, saluons l'engagement du gouvernement allemand sortant en matière humanitaire et notons ses efforts en tant qu'acteur politique pour résoudre pacifiquement le conflit armé au Yémen.

Dans ce contexte, nous saluons la décision prise en décembre 2020 de révoquer les licences d'exportation d'armes déjà accordées à l'Arabie saoudite et de n'approuver aucune nouvelle demande d'exportation d'armes vers ce pays jusqu'au 31 décembre 2021. Nous nous félicitons également de la prolongation de l'accord sur les programmes conjoints concernant l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis jusqu'à la fin de 2021.

Nous, les organisations soussignées, demandons une fois de plus que l'interdiction d'exporter des armes et d'octroyer des licences à l'Arabie saoudite soit prolongée et que d'autres mesures efficaces soient prises pour mettre fin à la fourniture d'armes pour la guerre menée au Yémen. En effet, nous contestons une fois de plus le fait que la précédente décision ne s'applique qu'à l'Arabie saoudite et qu'elle prévoit certaines exceptions. En outre, nous contestons le fait que l'accord sur les programmes de la Communauté européenne concernant l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis autorise également des exceptions. Le gouvernement allemand a confirmé l'utilisation de ces exceptions lors de séances de questions parlementaires : d'octobre 2020 à septembre 2021, le gouvernement allemand a ainsi approuvé des exportations d'armes vers l'Arabie saoudite pour un montant d'environ 33 millions d'euros dans le cadre de licences d'exportation individuelles pour des programmes communs^{1 2}.

La guerre fait rage au Yémen depuis près de sept ans maintenant. La coalition militaire dirigée par l'Arabie saoudite, à laquelle participent les Émirats arabes unis, est l'un des belligérants. Les combats ont coûté directement la vie à plus de 100 000 personnes et indirectement à 130 000 autres³. Plus de quatre millions de personnes ont été contraintes de fuir à l'intérieur du pays⁴, dont au moins 1,6 million d'enfants⁵. La situation humanitaire dans le pays, exacerbée par les effets de la pandémie de Covid-19, ne cesse d'être dramatique, avec plus de 21 millions de Yéménites*, dont plus de 11 millions d'enfants, ayant besoin d'une aide humanitaire. Actuellement, le Yémen est confronté à sa pire crise alimentaire depuis l'escalade des combats en mars 2015, et l'accès humanitaire aux populations vulnérables est gravement limité dans de nombreux cas.

¹ <https://dserver.bundestag.de/btp/19/19232.pdf#P.29920> , question 41

² <https://www.bmwi.de/Redaktion/DE/Parlamentarische-Anfragen/2021/09/9-81.pdf?blob=publicationFile&v=4>

³ <https://news.un.org/en/story/2020/12/1078972>

⁴ <https://reliefweb.int/report/yemen/unhcr-yemen-2021-country-operational-plan>

⁵ <https://www.unicef.org/emergencies/yemen-crisis>

En septembre 2021, le Groupe d'experts des Nations unies sur le Yémen (GEE Yémen) a accusé toutes les parties belligérantes de violations flagrantes du droit international humanitaire et des droits de l'homme, et a appelé tous les pays à cesser la fourniture d'armes et de soutien militaire aux parties au conflit^{6 7}.

Le Parlement européen, dans sa récente résolution sur la mise en œuvre de la politique étrangère et de sécurité commune, a de nouveau appelé les États membres à mettre fin aux exportations d'armes vers l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, « *qui ne font que les rendre complices de la perpétuation du conflit et de la prolongation des souffrances du peuple yéménite* », et a demandé « *des sanctions ciblées contre les responsables en Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis qui ont été impliqués dans des crimes de guerre présumés* »⁸.

Dans ce contexte, et compte tenu du risque évident que les droits de l'homme et le droit humanitaire international soient également violés au Yémen avec du matériel militaire allemand, les exportations d'armes vers les pays de la coalition militaire au Yémen sont en contradiction flagrante avec les principes politiques du gouvernement allemand ainsi qu'avec les obligations juridiques nationales, européennes et internationales, telles que la position commune de l'Union européenne et le traité international sur le commerce des armes.⁹

Par conséquent, nous vous exhortons, en vos qualités de membres du gouvernement intérimaire ou du futur gouvernement fédéral :

- D'Imposer une interdiction totale et sans limite des exportations d'armes à tous les membres de la coalition militaire dirigée par l'Arabie saoudite au Yémen, tant qu'ils seront impliqués dans le conflit armé au Yémen ou que les équipements militaires allemands risquent d'entraîner de nouvelles violations des droits de l'homme et du droit international au Yémen. Cette interdiction d'exportation ne doit pas comporter d'exceptions, comme pour les licences déjà accordées, les réexportations, la coopération européenne ou les livraisons de composants dans le cadre de projets communs européens.
- Sur la base de la résolution du Parlement européen, plaidez en faveur d'un embargo de l'UE sur les armes à destination de tous les membres de la coalition militaire dirigée par l'Arabie saoudite au Yémen.

Nous vous prions d'agréer l'expression de nos sentiments distingués.

⁶https://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/RegularSessions/Session48/Documents/A_HRC_48_20_AdvancedEditedVersion.docx

⁷ Le fait que le Conseil des droits de l'homme de l'ONU ait voté contre la prolongation du mandat de GEE Yemen le 7 octobre 2021 constitue un revers majeur pour les victimes du conflit et pour l'enquête et le traitement des crimes de guerre commis.

⁸ https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-9-2021-0012_EN.html Point 32

⁹ Au moins le point III, n° 9 des principes politiques du gouvernement fédéral, l'article 6 de la loi sur le contrôle des armes de guerre, l'article 2, paragraphe 2, critère 2, c de la position commune de l'UE sur les exportations d'armes et les articles 6 et 7 du traité international sur le commerce des armes (TCA).



Bundesvereinigung
Opfer der NS-Militärjustiz



ECCHR
EUROPEAN CENTER FOR
CONSTITUTIONAL AND
HUMAN RIGHTS



FRIEDENS -
GLOCKENGESellschaft
BERLIN e. V.
Für eine atomwaffenfreie Welt



RüstungsInformationsBüro
Informationsportal zu Rüstungsproduktion und Export
www.rib-ev.de

terre des
hommes
Hilfe für Kinder in Not



ZENTRUM OKUMENE
Evangelische Kirche in Hessen und Nassau
Evangelische Kirche von Kurhessen-Waldeck





Nationale Organisationen und Bündnisse

Aktion Aufschrei – Stoppt den Waffenhandel!
Aktion gegen den Hunger
Aktionsgemeinschaft Dienst für den Frieden (AGDF)
Aktiv für Frieden Bad Kreuznach
Ärzte der Welt e.V.
Berliner Initiative Legt den Leo an die Kette
Bremer Friedensforum
Bund für soziale Verteidigung
Bundesvereinigung Opfer der NS-Militärjustiz
Church and Peace e.V.
Dachverband der Kritischen Aktionärinnen und Aktionäre
Deutsche Franziskanerprovinz
Deutsche Friedensgesellschaft – Vereinigte KriegsdienstgegnerInnen (DFG-VK)
Deutsche Lepra- und Tuberkulosehilfe e. V. (DAHW)
Deutsche Sektion der Women's International League for Peace and Freedom (WILPF)
Deutscher Caritasverband e.V.
Essener Friedensforum
European Center for Constitutional and Human Rights e.V. (ECCHR)
Frauennetzwerk für Frieden e.V.
Friedensausschuss der Deutschen Jahresversammlung der Religiösen Gesellschaft der Freunde (Quäker)
Friedensfestival Berlin e.V.
Friedensglockengesellschaft Berlin e.V.
Friedensgruppe der Evangelischen Französisch-Reformierten Gemeinde Frankfurt/Main
Internationale Ärzt*innen für die Verhütung des Atomkrieges/Ärzt*innen in sozialer Verantwortung e.V (IPPNW)
Lebenshaus Schwäbische Alb - Gemeinschaft für soziale Gerechtigkeit, Frieden und Ökologie e.V.
NaturFreunde Deutschlands
Netzwerk am Turm e.V. Bad Kreuznach
Ohne Rüstung Leben
Osnabrücker Friedensinitiative OFRI
Oxfam Deutschland
pax christi – Deutsche Sektion e.V.
Plattform Zivile Konfliktbearbeitung
RüstungsInformationsBüro
terre des hommes Deutschland e.V.
urgewald
Zentrum Oekumene

Internationale Organisationen

ACAT France - ACTION DES CHRÉTIENS POUR L'ABOLITION DE LA TORTURE
Cairo Institute for Human Rights Studies (CIHRS)
PAX (Pax for Peace Netherlands)
Salam For Yemen